Nach der Wahl von Macron zum französischen Präsidenten:
Mehrere Texte – Original und Übersetzung, 7.-9.Mai 2017
Ensemble /Mélenchon / CGT / Attac Fr

Communiqué de « Ensemble ! », le 7 mai 2017, 21 heures.

Le pire a été évité, construisons maintenant une gauche debout !

Les électeurs et électrices ont rejeté le danger immédiat d'une accession au pouvoir de l'extrême-droite, et ce qu'elle aurait entrainé : remise en cause des libertés fondamentales, des droits démocratiques et sociaux, chasse aux étrangers, « préférence nationale » attisant le racisme…

Mais près de 11 millions de voix se sont portées sur Marine Le Pen, révèlant une poussée de ses idées nauséabondes dans la société. Il faut encore convaincre que les idées du FN ne sont pas « banales », les fascistes ont toujours utilisé la désespérance, qui s'est emparée d'une part importante de la population, pour se développer.
Il faut donc aller à la racine du mal. Le Pen avance sous couvert d'un discours d'imposture sociale ! La politique du quinquennat de Hollande porte une grande part de responsabilité dans la désespérance. Mais l'essentiel est d'agir pour en finir avec les politiques néolibérales et néoconservatrices des gouvernements qui se sont succédés depuis quinze ans, qui n'ont apporté aucun progrès social pour le plus grand nombre et remis en cause nombre de libertés fondamentales. En empirant ces choix, la politique de Macron accentuera les injustices et le danger du FN, si elle n'est pas combattue et rejetée par une alternative de gauche et écologique.

Face à E. Macron, agir et se mobiliser sans attendre
Ce vote ne donne pas à Emmanuel Macron légitimité pour appliquer sa politique. Il a été élu « par défaut », rassemblant des électeurs de tous bords pour barrer la route à M. Le Pen, mais certainement pas pour approuver la politique qu'il veut développer, qui n'a même pas réuni un quart des voix au 1° tour. Il n'a ni mandat, ni légitimité pour démanteler l'État social, augmenter la CSG, aggraver encore la loi Travail et remettre en cause les régimes de retraite comme il l'envisage. Après la disqualification des deux partis de gouvernement, PS et Républicains, et la montée d'une gauche véritable avec les 20 % réunis par JL. Mélenchon, il ne pourra affronter le mouvement social sans crise politique majeure. Macron entend développer son projet ultra-libéral y compris par ordonnances dès cet été, ou en ayant recours au 49.3. La mobilisation de toutes les forces du mouvement social contre ces projets doit commencer dès maintenant.

S'unir aux élections législatives pour une alternative politique
Les prochaines élections législatives seront décisives pour faire vivre l'espoir qui a émergé au premier tour de la présidentielle avec la candidature de Jean-Luc Mélenchon.
Nous devons faire élire des représentant.es d'une gauche véritable qui combattra la politique de Macron et travaillera à une alternative. Rien n'est joué d'avance. Il faut empêcher Macron d'obtenir une majorité de député.es alliant des secteurs de la droite traditionnelle et la droite du Parti socialiste, qui continuerait et aggraverait les politiques du quinquennat de Hollande.
Pour cela, il est impératif que les forces qui ont soutenu la candidature de Jean-Luc Mélenchon se présentent ensemble dans les circonscriptions pour prolonger et élargir le succès du premier tour. Au-delà, il est nécessaire de réunir des candidatures communes des forces de la gauche et de l'écologie, en rupture avec le social-libéralisme, ayant un poids suffisant pour s'opposer à la politique de Macron et faire front contre l'extrême-droite et les droites.

Reconstruire dès maintenant
La question de la reconstruction d'une gauche d'alternative est aujourd'hui posée. Les forces existent pour un large mouvement populaire. Elles doivent se regrouper et se dépasser à partir de la dynamique de la campagne de Jean-Luc Mélenchon et des aspirations au rassemblementd'une gauche véritable. C'est un défi crucial.

https://www.ensemble-fdg.org/content/le-pire-ete-evite-construisons-maintenant-une-gauche-debout

Erklärung von Ensemble, 7. Mai 2017
Das Schlimmste konnte vermieden werden, bauen wir nun eine standhafte Linke auf!

Die Wählerinnen und Wähler haben die unmittelbare Gefahr einer Machtergreifung durch die extreme Rechte und das, was das alles mit sich gebracht hätte, verhindert: einen Angriff auf die Grundfreiheiten und die demokratischen und sozialen Rechte sowie eine Hexenjagd auf Ausländer und die Einführung von « nationale Präferenzen », wodurch der Rassismus geschürt worden wäre …
Aber Marine Le Pen konnte fast elf Millionen Stimmen erringen, was zeigt, wie verbreitet ihre widerwärtigen Ideen und Vorstellungen inzwischen in unserer Gesellschaft sind. Wir müssen zeigen, dass die Vorstellungen des FN alles andere als « banal » sind ; Faschisten haben sich immer schon die Verzweiflung eines großen Teils der Bevölkerung zunutze gemacht, um sich breit zu machen.
Wir müssen das Übel an der Wurzel bekämpfen. Le Pen legt sich das Mäntelchen einer sozialen Argumentation um. Die fünf Jahre Präsidentschaft Hollande tragen einen Großteil der Verantwortung für die Verzweiflung der Menschen. Aber wesentlich ist jetzt, die neoliberalen und neokonservativen Politiken der Regierungen der letzten 15 Jahre zu beenden, die keinerlei sozialen Fortschritt für die große Mehrheit in der Bevölkerung erbracht und eine Vielzahl von Grundfreiheiten angegriffen haben. Die Politik von Macron wird - indem sie diese politischen Vorgaben weiter verschlimmert - die Ungerechtigkeiten und damit die Gefahr des FN noch vergrößern, wenn sie nicht durch eine linke und ökologische Alternative bekämpft und in die Schranken gewiesen wird.

Keine Schonzeit für Macron
Das Wahlergebnis gibt Emmanuel Macron keinerlei Legitimität für seine Politik. Er wurde als das geringere Übel gewählt, indem er Wähler aus unterschiedlichen politischen Lagern auf sich ziehen konnte, um Marine Le Pen den Weg an die Macht zu versperren, aber sicherlich nicht als Bekenntnis zu seiner Politik, die im ersten Wahlgang nicht einmal ein Viertel der Stimmen gewinnen konnte. Er hat weder das Mandat noch die Legitimität, den Sozialstaat abzubauen, das « CSG » (Steuer zur Teilfinanzierung der Sozialversicherung) anzuheben, die Arbeitsgesetze zu verschärfen oder die Rentensysteme zur Disposition zu stellen, so wie er es beabsichtigt. Nach der Abwahl der beiden Regierungsparteien – PS und Republikaner – und dem Aufstieg einer echten Linken mit 20% der Stimmen für J.L. Mélenchon wird er die Auseinandersetzung mit den sozialen Bewegungen nur um den Preis einer politischen Krise bekommen. Macron beabsichtigt, sein ultra-liberales Projekt ab diesem Sommer auch mit Regierungsdekreten oder unter Rückgriff auf Art. 49.3 umzusetzen. Die Mobilisierung aller Kräfte der sozialen Bewegungen gegen diese Vorhaben muss sofort beginnen.

Bündnisse zu den Parlamentswahlen für eine politische Alternative
Die anstehenden Parlamentswahlen werden entscheidend sein, damit die Hoffnung, die mit der Kandidatur von Jean-Luc Mélenchon im ersten Präsidentschaftswahlgang entstanden ist, blüht und gedeiht.
Wir müssen Kandidatinnen und Kandidaten einer echten Linken zur Wahl stellen, welche die Politik von Macron bekämpfen und sich für eine Alternative einsetzen werden. Noch ist nichts entschieden. Wir müssen verhindern, dass Macron eine Abgeordnetenmehrheit aus Kreisen der traditionellen Rechten und vom rechten Flügel des PS auf sich vereint, welche die Politik der letzten fünf Jahre unter Hollande fortsetzen und verschlimmern würde.
Dafür ist es erforderlich, dass sich die Kräfte, die die Kandidatur von Jean-Luc Mélenchon unterstützt haben, gemeinsam in den einzelnen Wahlkreisen zur Wahl stellen, um den Erfolg des ersten Präsidentschaftswahlgangs fortzusetzen und zu erweitern. Darüber hinaus müssen wir gemeinsame Kandidaturen der Kräfte der Linken und der Umweltbewegung anstreben im Bruch mit dem Sozialliberalismus, die zusammen das notwendige Gewicht erreichen, um sich der Politik Macrons in den Weg zu stellen und eine gemeinsame Front gegen die Rechte und extreme Rechte zu bilden.

Jetzt beginnt der Wiederaufbau
Die Frage des Wiederaufbaus einer alternativen Linken stellt sich heute. Die Kräfte für eine breite Volksbewegung sind vorhanden. Anknüpfend an die Dynamik der Kampagne von Jean-Luc Mélenchon und der Sehnsucht nach dem Zusammenschluss einer echten Linken gilt es sie zu bündeln und voranzutreiben. Das ist die entscheidende Herausforderung.

https://www.ensemble-fdg.org/content/le-pire-ete-evite-construisons-maintenant-une-gauche-debout
Übersetzung: Ralf Schubert

Prise de parole de Jean-Luc Mélenchon après le second tour de l'élection présidentielle.

« Ce soir s'achève la présidence la plus lamentable de la Ve République, qui aura détruit pratiquement toute confiance autour d'elle.

Mais, une nouvelle fois, en dépit de tout, par l'abstention, les bulletins blancs et nuls, comme par les votes au nom de monsieur Macron, notre pays a massivement refusé l'extrême droite, car elle est étrangère à l'identité républicaine de la France. Madame Le Pen arrive la troisième de ce deuxième tour, après monsieur Macron, les abstentions, les bulletins blancs et nuls.

Le nouveau président est élu. La courtoisie et l'amour de notre démocratie commandent d'en prendre acte sans barguigner et de lui présenter nos voeux. Puisse le sens du destin de notre patrie vous habiter, monsieur le président. Et la pensée des démunis, sans droits, sans toit, sans emploi, vous obséder. Puisse la France y trouver son compte.

Mais mieux vaudrait y veiller par nous-mêmes.

Le programme du nouveau monarque présidentiel est connu : c'est la guerre contre les acquis sociaux du pays et l'irresponsabilité écologique. Nous n'y sommes pas condamnés.

Les élections législatives doivent montrer qu'après un vote de refus et de peur, le moment est venu d'un choix positif : le choix de "L'Avenir en commun". J'appelle les 7 millions de personnes qui se sont regroupées autour du programme dont j'ai été le candidat à se mobiliser et à rester unies, qu'elles aient ou non voté pour monsieur Macron. J'appelle tous ceux qui sont prêts à rompre avec le passé à se joindre à la France insoumise, dont nous avons fait le nouveau mouvement de masse en tête dans tant de villes de notre pays.

Fédérez-vous, les gens. Sans vous éparpiller, puisque vous avez vu comment, à 600 000 voix près, vous avez été éliminés de ce deuxième tour. Fédérez-vous si vous vous reconnaissez dans l'humanisme écologique et social qui est nécessaire à notre temps et dont je m'efforce d'être le porte-parole.

Les gens, ne lâchez rien ! Ne renoncez à rien. Ce pays et les gens simples qui le peuplent ne sont condamnés ni au pouvoir des riches ni à celui des haineux.

Une nouvelle majorité parlementaire est possible autour de nous. Le goût du bonheur reste contagieux. À notre appel, le 18 juin, deuxième tour des législatives, notre résistance peut gagner la bataille. Et je vais m'y employer avec vous de toute mon énergie.

Vive la République. Vive la France. »

https://lafranceinsoumise.fr/2017/05/07/jean-luc-melenchon-majorite-possible/

Rede von Jean-Luc Mélenchon
nach dem zweiten Präsidentschafts-Wahlgang , 7. Mai 2017

Heute Abend geht die jämmerlichste Präsidentschaft der V. Republik zu Ende, die praktisch jegliches Vertrauen in sie verspielt hat.

Aber erneut hat unser Land trotz allem durch Enthaltungen, ungültige Stimmen wie durch die Stimmen für Macron der extremen Rechten massenhaft die rote Karte gezeigt, denn sie widerspricht der republikanischen Identität Frankreichs. Marine Le Pen ist die Dritte im zweiten Wahlgang geworden, nach Macron und nach den Enthaltungen und ungültigen Stimmen.

Der neue Präsident ist gewählt. Die Höflichkeit und die Wertschätzung unserer Demokratie gebieten es, dies ohne zu zögern zur Kenntnis zu nehmen und ihn dazu zu beglückwünschen. Möge Ihnen das Schicksal unseres Vaterlandes bewusst und teuer sein, Herr Präsident! Und auch das der Armen, Rechtlosen, der Obdachlosen und der Arbeitslosen. Möge Frankreich davon einen Vorteil haben.

Aber darauf sollten besser wir selbst achten.

Das Programm des neuen Präsidenten ist bekannt: Krieg gegen die sozialen Errungenschaften im Land und ökologische Unverantwortlichkeit. Dies ist kein unabwendbares Schicksal.

Die Parlamentswahlen müssen zeigen, dass nach einem Votum der Angst und der Ablehnung nun die Stunde für eine positive Abstimmung gekommen ist: die Stimme für "L'avenir en commun" ("Gemeinsame Zukunft"). Ich rufe die sieben Millionen Menschen auf, die sich für das Programm eingesetzt haben, für welches ich als Kandidat ins Rennen gegangen bin, aktiv zu bleiben und ihre Einheit zu bewahren, egal ob sie nun für Macron im zweiten Wahlgang gestimmt haben oder nicht. Ich rufe alle auf, die bereit sind, mit der Vergangenheit zu brechen, sich "La France insoumise" anzuschließen, der neuen Massenbewegung, die in vielen Städten unseres Landes den stärksten Zulauf erfahren hat.

Tut Euch zusammen, zersplittert Euch nicht, wir haben ja gesehen, dass uns nur 600 000 Stimmen zum Erreichen des zweiten Wahlgangs gefehlt haben. Tut Euch zusammen, wenn auch Ihr Euch stark machen wollt für den erforderlichen ökologischen und sozialen Humanismus, für den ich mich einsetze.

Weicht nicht zurück, gebt nichts auf! Dieses Land und seine Menschen sind nicht zur Herrschaft der Reichen und Hasserfüllten verurteilt.

Eine neue Parlamentsmehrheit ist mit uns möglich. Das Streben nach Glück ist ansteckend. Unser gemeinsamer Widerstand kann am 18. Juni beim zweiten Wahlgang der Parlamentswahlen siegreich sein. Dafür werde ich mich zusammen mit Euch einsetzen, mit all meiner Kraft und Energie.

Es lebe die Republik! Es lebe Frankreich!"

https://lafranceinsoumise.fr/2017/05/07/jean-luc-melenchon-majorite-possible/

Übersetzung: Ralf Schubert

Déclaration de la CGT

Le Front national n’accèdera pas à la Présidence de la République

dimanche 7 mai 2017

Le Front national n’accèdera pas à la Présidence de la République, c’est une victoire pour la démocratie. La CGT a œuvré à faire barrage à l’extrême droite, c’est le sens de notre engagement historique.
Malgré tout, le score réalisé par le FN est à la hauteur de la désespérance sociale, elle-même la conséquence des renoncements successifs des différents gouvernements à œuvrer véritablement pour la justice sociale. Combattre le Front national, c’est avant tout rompre avec les politiques libérales. C’est dans cette optique que la CGT œuvrera, par la mobilisation sociale, pour imposer d’autres choix, agir pour le progrès social et un monde de paix.
La Direction nationale de la CGT s’exprimera de manière plus approfondie, apportera son analyse politique sur ce scrutin et ses conséquences, à la suite de sa réunion du mercredi 10 mai 2017.

Montreuil, le 7 mai 2017

http://www.cgt.fr/Le-Front-national-n-accedera-pas-a.html

Attac France
Macron Président : ne laissons pas les banques et les multinationales diriger nos vies. Passons à l'Attac.

mardi 9 mai 2017

Dimanche 7 mai, Emmanuel Macron a été élu président de la République avec près de 66 % des suffrages. Cette victoire, en apparence large, est trompeuse. Le programme ultralibéral d'Emmanuel Macron ne dispose, en réalité, pas d'un véritable soutien populaire. Si nous ne le combattons pas, celui qui est déjà perçu comme le président des banques et des multinationales renforcera la crise sociale et écologique et donnera du grain à moudre à l'extrême-droite.

La victoire d'Emmanuel Macron n'a rien d'un triomphe. Il n'a été choisi que par 44 % des inscrit·e·s, moins sur son programme que pour faire barrage au Front national. L'abstention et le vote blanc sont à des niveaux historiques pour une élection présidentielle. 61 % des français·es souhaitent qu'il ne dispose pas de majorité à l'Assemblée nationale [1] et 70 % d'entre eux et elles à être opposé·e·s à une réforme du droit du travail par ordonnances [2]. Pourtant, Emmanuel Macron se dit déterminé à mettre en œuvre son programme ultralibéral.

Derrière cette victoire, le Front national signe un record électoral. Avec plus de 10 millions de voix, Marine Le Pen double le score obtenu par son père au second tour de l'élection présidentielle de 2002. Le FN réalise des scores importants chez les ouvrier·e·s, les employé·e·s, dans les zones rurales et les territoires sinistrés par la mondialisation libérale. L'extrême droite apparaît, pour beaucoup, comme une réponse à la violence du chômage, du travail précaire, des inégalités sociales. C'est un leurre dangereux. En désignant les étranger·e·s comme responsables de la crise, le FN ment et fait le jeu des 1 % les plus riches. En s'attaquant aux associations et aux syndicats, ce parti est un danger mortel pour toutes celles et ceux qui luttent pour les droits des salarié·e·s et des opprimé·e·s.

Qu'on se le dise : Emmanuel Macron, dernier avatar du néolibéralisme, ne sera pas un rempart au Front national. Au contraire, les mesures qu'il préconise risquent de renforcer l'extrême-droite. Le *« président manager »* entend *« lever les blocages »* de notre économie en démantelant le droit du travail par ordonnance, en supprimant plus de 125 000 emplois publics, en signant l'accord commercial de libre-échange Union européenne-Canada (CETA), en remettant en cause des règles prudentielles bancaires établies après la crise financière ou en poursuivant les cadeaux aux grands actionnaires et aux entreprises. À cela s'ajoute le vide sidéral de son projet en matière de transition sociale et écologique, son soutien à l'Europe forteresse – au mépris de la solidarité avec les migrant·e·s – à une Europe de l'austérité au service des multinationales et non des peuples. Emmanuel Macron incarne toutes ces politiques que nous combattons depuis des années.

Les mouvements sociaux doivent porter un regard lucide sur les raisons de leurs échecs passés à faire obstacle aux politiques néolibérales et ne pas attendre 5 ans de plus pour construire un mouvement porteur d'espoir et d'alternatives face aux politiques inégalitaires et aux idées xénophobes de la préférence nationale.

Le président élu est l'ami de la finance, des banques et des multinationales. Les laisserons-nous organiser la concurrence fiscale, les délocalisations, la dérégulation du marché du travail qui ont des conséquences dramatiques sur la vie de millions de gens et servent de fond de commerce à l'extrême droite ? Les laisserons-nous bloquer toute législation qui ne leur serait pas favorable en matière de droits humains, de lutte contre l'impunité fiscale ou de transition sociale et écologique ?

Non ! Dans un récent rapport, Attac démontrait qu'il était possible de récupérer 200 milliards d'euros par an en s'attaquant directement au pouvoir des banques et des multinationales, de leurs dirigeant·e·s et de leurs actionnaires. Dans les mois à venir, Attac poursuivra la construction des convergences avec les acteurs.trices du mouvement social qui souhaitent reprendre l'offensive. Dès le 20 mai prochain, nous passerons de nouveau à l'action pour montrer le vrai visage de nos adversaires. Cet été, nous nous mobiliserons pour faire échec au « 49-3 par ordonnance » visant à démanteler le droit du travail.

N'attendez pas 5 ans de plus pour combattre les politiques libérales passées et à venir. Passez à l'Attac et participez à nos futures actions pour mettre hors d'état de nuire les banques et les multinationales prédatrices.
Et du 23 au 27 août, rejoignez-nous à Toulouse à l'Université européenne des mouvements sociaux pour construire ensemble les mobilisations et les actions de demain. C'est le moment !

Notes

[1] Législatives : 61% des Français ne souhaitent pas qu'Emmanuel Macron dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée, selon un sondage Ipsos/Sopra Steria, France info

[2] Présidentielle 2017 : ni Le Pen ni Macron ne convainc en économie, *La Tribune*

https://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/macron-president-ne-laissons-pas-les-banques-et-les-multinationales-diriger-nos

(wird übersetzt)